

Proposition de règles prudentielles pouvant s'appliquer aux fournisseurs d'électricité et de gaz naturel

Date de la contribution : 19/07/2024

Introduction d'une régulation prudentielle de l'activité de fourniture d'électricité et de gaz naturel

Question 1 : Êtes-vous d'accord avec les principes généraux exposés par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

Oui, nous considérons que la démarche, dans son ensemble, va dans le bon sens et que l'approche séquentielle est intéressante.

Définition de l'obligation de couverture des fournisseurs

Question 2 : Sur la différenciation entre les types de consommateurs, êtes-vous d'accord avec l'analyse de la CRE ?

Favorable

Commentaire :

Oui, la distinction est indispensable entre les clients engagés sur une période définie et ceux qui ne sont pas. Attention toutefois au traitement de certaines catégories de clients qui peuvent bénéficier d'offres avec et sans engagement.

Question 3 : Êtes-vous d'accord avec la définition des offres entrant dans le périmètre de contrôle proposée par la CRE ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Il est effectivement important de distinguer les offres en fonction de la typicité des risques qu'elles génèrent pour le fournisseur. Néanmoins, il est important de noter que les fournisseurs n'ont pas nécessairement une gestion du risque offre par offre et privilégient souvent une gestion de portefeuille globale.

Question 4 : Êtes-vous d'accord avec la proposition de la CRE, à savoir la mise en place d'un double contrôle portant à la fois sur un contrôle ex-post et un contrôle prévisionnel des obligations de couverture ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Ce double contrôle paraît légitime. Sur le réalisé, attention cependant à la transition moyen terme / court terme qui est souvent gérée dans des outils différents côté fournisseur. Il peut ainsi arriver que les positions sur le M+1 soient faussées puisqu'elles intègrent des couvertures liées par exemple au climat et qui ne sont pas forcément représentées dans la position moyen terme.

Question 5 : Un contrôle au pas de temps annuel vous semble-t-il suffisant ? Un contrôle semestriel pour couvrir chaque saison serait-il davantage approprié ?

Le contrôle annuel semble suffisant d'autant qu'il s'agit d'un contrôle systématique et rétroactif et que des contrôles ad-hoc peuvent être effectués.

Question 6 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant les périodes d'évaluation des couvertures ?

Favorable

Commentaire :

Oui, il est pertinent de lier la granularité du contrôle à la liquidité et au type de produit de couvertures disponibles. En revanche, il paraît opportun de laisser une marge de manœuvre plus importante pour les risques de spread temporels pour tenir compte de la réalité du marché et du surcoût engendré par les allers-retours sur le marché par rapport au risque pris. A titre d'exemple, la position mensuelle sur le Q4 ne peut être travaillée que tardivement puisque les produits mensuels deviennent liquides peu avant la livraison et séquentiellement. Nous privilégions à ce titre en plus d'un contrôle purement chiffré, un contrôle de l'explication apporté par le fournisseur sur les raisons d'un dépassement et la stratégie mise en œuvre pour retour dans les tolérances octroyées.

Question 7 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant le dimensionnement des obligations minimales de couverture ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Le principe de construction de l'exposition par offre est pertinent mais l'exposition doit être regardée à la maille du portefeuille puisqu'elle est souvent gérée comme telle. Des niveaux de couverture par offre sont ainsi complexes à mettre en œuvre puisqu'ils obligent à allouer des couvertures à chacune des offres.

Il nous semble ainsi plus approprié que chaque fournisseur mette à la disposition de la CRE sa méthodologie de construction de l'exposition plutôt que cette méthode soit imposée. La construction des courbes de charge prévisionnelles repose en effet sur un jeu d'hypothèses (taux d'attrition, consommation annuelle de référence, type de profils, changements de comportement) propre à chaque fournisseur et susceptible de varier régulièrement. Il nous semble donc légitime de ne pas imposer d'hypothèse d'attrition ; étant entendu que le fournisseur doit mettre à disposition de la CRE ses hypothèses.

L'articulation avec les politiques de risque déjà en place chez les fournisseurs doit également être facilitée pour ne pas avoir plusieurs suivis en parallèle. A ce titre, il nous semble important de respecter les stratégies de gestion des risques des fournisseurs (gestion de la thermo sensibilité, volume ou value hedge, ...).

Concernant les niveaux proposés,

- Il nous semble préférable de ne pas imposer des niveaux par offre pour les raisons exposées ci-dessus.
- Les tolérances paraissent faibles pour que le schéma soit opérable et elles devraient être associées à un niveau minimum d'exposition (au moins égal à la taille d'un bloc marché). Surtout les explications autour d'un dépassement éventuel devrait être regardées pour tenir compte de la réalité du marché.
- Enfin, il nous semblerait approprié d'avoir des niveaux distincts pour l'exposition totale et sa déclinaison par produit de marché ; le risque « outright » étant plus élevé que le risque de spread temporel. Idem il faudrait encadrer la possibilité de « proxy hedger » sur le marché (par exemple, couvrir le gaz français pas le gaz néerlandais, prendre en compte le rolling hedge sur les maturités lointaines, ...)

Pour les petits portefeuilles, il est nécessaire de conditionner l'obligation minimale à un pourcentage de couverture et l'atteinte d'un niveau d'exposition externalisable et offrant suffisamment de flexibilité opérationnelle (par exemple, 2 fois le clip minimal de marché).

Question 8 : En vous appuyant sur des analyses quantitatives étayées dans la mesure du possible, partagez-vous la prise en compte du risque d'attrition telle que proposée par la CRE ?

Défavorable

Commentaire :

Non, comme évoqué en réponse à la question précédente, cette hypothèse, comme celle concernant les acquisitions doit être définie par le fournisseur et mise à disposition de la CRE pour tenir compte des spécificités de chaque portefeuille. A ce titre d'ailleurs, il est à noter que le risque autour de la réalisation des hypothèses paraît élevé par rapport aux tolérances proposées.

Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les prérequis nécessaires pour chaque moyen de couverture explicite ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Oui, le plus simple étant certainement de laisser les fournisseurs décrire leur méthodologie dans un document de politique de risque mis à disposition de la CRE.

Le document est à enrichir avec les produits structurés de type option, la prise en compte ou non de produits offrant un proxy de couvertures..

A noter, la prise en compte des actifs de production, difficilement allouables à telle ou telle offre de fourniture, justifie un suivi des niveaux minimums de couverture à la maille portefeuille plutôt qu'à la maille offre.

Question 10 : Pensez-vous pertinent d'adapter les niveaux d'obligation pour couvrir les risques inhérents à chaque produit de couverture ?

Défavorable

Commentaire :

Non, ça peut paraître éventuellement une bonne idée pour différencier les volumes garantis (achats de bloc) vs. ceux plus incertains (production prévisionnelle) mais le risque de divergence méthodologique est grand.

En revanche, il convient de correctement modéliser l'exposition générée par les produits de couverture en fonction de la formule de prix d'achat (fixe, indexée marché, hybride, ...).

Question 11 : Estimez-vous utile de prévoir la possibilité d'appliquer un taux d'abattement graduel, plutôt que de rejeter les couvertures offrant un degré de fiabilité insatisfaisant ?

Défavorable

Commentaire :

Non, nous suggérons de suivre (et challenger si nécessaire) la modélisation de chaque fournisseur

Question 12 : Identifiez-vous d'autres types de produits susceptibles de remplir l'obligation de couverture ?

Oui il serait utile de préciser comment seraient pris en compte le proxy-hedging, le hedging en financier ou encore toute méthodologie qui s'éloignerait d'une méthode de volume hedge à climat moyen (par exemple, on peut choisir de modéliser le risque de balancing et le risque de profil directement dans la position ouverte).

Evaluation des capacités financières des fournisseurs

Question 13 : Quels indicateurs financiers sont suivis régulièrement au sein de votre société pour évaluer la capacité à résister aux aléas de votre activité ?

Nous suivons au moins hebdomadairement le niveau d'exposition.

Nous suivons au moins mensuellement le niveau de trésorerie et mettons à jour les prévisions de résultats et de trésorerie, intégrant des estimations de besoins de garanties bancaires et de contre-garanties.

Nous suivons trimestriellement le niveau des capitaux propres.

Nous simulons régulièrement des scénarios d'évolution de nos prévisions de prix de marché de gros, d'évolution des consommations prévisionnelles (base client, CAR etc...), afin d'observer l'impact potentiel sur nos résultats, notre trésorerie et nos besoins de garanties bancaires.

Nous ne travaillons pas avec des appels de marge à ce jour et n'avons donc pas besoin de tester notre sensibilité aux

| appels de marge.

Question 14 : Les éléments comptables et financiers qui seraient collectés par la CRE permettent-ils à votre sens d'évaluer correctement la capacité financière de la société à résister aux aléas ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

| Sous réserve de mettre en avant les hypothèses clés des prévisions financières, les éléments collectés permettent d'évaluer correctement la capacité financière de la société à résister aux aléas.

Suivi de la politique de gestion des risques et de la gouvernance

Question 15 : La liste des risques spécifiques à l'activité de fourniture proposée par la CRE vous paraît-elle exhaustive ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

| Oui, même si certains de ces risques nous semblent éloignés de l'objet des normes prudentielles qui se focalisent essentiellement sur les risques de marché.

Question 16 : Partagez-vous les mesures organisationnelles (gestion des ressources humaines et gouvernance), proposées par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

| Oui modulo une adaptation des exigences en fonction de la taille du fournisseur et de son nombre de clients et un explicitation de la séniorité attendue.